

Compte rendu du CTL du 22 janvier 2019

En liminaire de ce CTL, nos élu-e-s ont dénoncé les 2 130 suppressions d'emplois aux Finances Publiques en 2019 (dont 35 dans le Finistère).

Nous avons fait part de notre crainte d'une hécatombe entre 2020 et 2022 (20 000 suppressions d'emplois ?).

Nos élu-es ont aussi dénoncé la mise en place de nouvelles règles de gestion (affectation au département) dans 14 directions locales avant généralisation.

Solidaires Finances Publiques dénonce l'approche comptable et budgétaire du pouvoir politique qui amène à la destruction et la dématérialisation des Services Publics.

Solidaires Finances Publiques a demandé à Mme Brigant d'apporter des réponses aux pétitions lancées par les agents ces dernières semaines (SIP-SIE de Quimper, SIP de Douarnenez, PCR, CFP de Morlaix) = aucune réponse de sa part.

Solidaires Finances Publiques a également exigé que la prime de 200 € annoncée par M. Darmanin soit versée à l'ensemble du personnel.

Nos élu-e-s réclament aussi une revalorisation immédiate de l'IMT à hauteur de 200 € par mois, et une opération massive de repyramidage des emplois accompagnée d'une amélioration des volumes de promotions.

Notre déclaration liminaire est visible dans son intégralité à l'adresse suivante :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/290/>

1 / Horaires d'ouverture trésorerie Lesneven

A compter du 1^{er} février 2019, les horaires d'ouverture de la trésorerie de Lesneven vont être réduits, passant de 25 heures à 16,5 heures par semaine sur 4 jours.

Tout en comprenant la demande des agents, au vu des difficultés actuelles dues à une dégradation des

conditions de travail (suppressions d'emplois), **Solidaires Finances Publiques** dénonce cette réduction des horaires et réclame une amplitude d'ouverture aux contribuables plus importante, avec une implantation d'emplois suffisante pour assurer la charge de travail.

Mme Brigant n'envisage pas d'allouer des moyens supplémentaires à la trésorerie de Lesneven.

A la demande de **Solidaires Finances Publiques**, Mme Brigant est disposée à discuter de ce point lors du prochain CHSCT.

Contre : **Solidaires Finances Publiques**, CGT et CFDT
Abstention : FO

2/ Implantation du SDIF à Brest

Mme Bouvet indique que dans le cadre de la réorganisation des missions foncières, la Direction a acté la mise en place d'un Service départemental des impôts fonciers (SDIF) au 1^{er} septembre 2019.

A terme, ce SDIF regroupera :

- Le PELP et le PTGC créés au 1^{er} janvier 2018 (actuellement rattachés au CDIF de Quimper).
- La gestion des locaux d'habitation pour l'ensemble du département.

Mme Brigant indique que la Centrale impose que le siège regroupe en un même lieu le siège du SDIF, le siège du PTGC et le PELP.

Mme Bouvet propose de modifier l'implantation de SDIF, initialement basé sur Quimper, en positionnant le siège du service à Brest (Cité Administrative).

Mme Bouvet indique que cette modification est proposée pour les raisons suivantes :

- Nombreuses difficultés apparues au sein du service basé à Quimper lié en grande partie à la situation des effectifs.

- Les éléments prospectifs font entrevoir des difficultés persistantes découlant tout à la fois de l'organisation de l'accueil et de la situation des effectifs en 2019.
- L'accueil des usagers au sein du Braden n'est pas satisfaisant, y compris en terme de sécurité.

Mme Bouvet propose de transférer au SDIF de Brest :

- La gestion des locaux d'habitation des SIP de Carhaix, Châteaulin, Douarnenez et Quimperlé (prévu au 1er septembre 2019).
- La gestion des locaux d'habitation du SIP de Morlaix (transfert prévu en septembre 2020).
- Le PELP actuellement localisé à Quimper.
- Le PTGC, identifié sous le SAGES du CDIF de Quimper, serait rattaché sous le SAGES du SDIF basé à Brest (sans modification dans la localisation des implantations du PTGC).

Mme Bouvet envisage de transférer les services fonciers relevant du CDIF de Quimper au sein du CFP de Quimper Ty Nay.

Solidaires Finances Publiques dénonce la volte-face de la Direction qui, après avoir annoncé l'implantation du SDIF à Quimper, a choisi de le créer à Brest.

Mme Bouvet est consciente que la communication sur l'implantation du SDIF à Brest, au lieu de Quimper, est déficiente, mais annonce qu'il était impossible d'organiser un CTL dans une période d'élections professionnelles.

Solidaires Finances Publiques estime que, dans l'attente de la convocation d'un CTL, la Direction aurait dû organiser un groupe de travail ou une réunion d'informations.

Solidaires Finances Publiques ne peut que déplorer les conséquences non négligeables liées à l'implantation du SDIF à Brest au lieu de Quimper.

Solidaires Finances Publiques est persuadé que les agents des SIP qui souhaitaient rejoindre le SDIF sur Quimper n'iront pas à Brest et ne suivront pas la mission.

De ce fait, les 6 emplois transférés à Brest ne seront pas pourvus par des agents formés sur la mission foncière.

Solidaires Finances Publiques indique que cette implantation départementale très excentrée ne permettra pas d'assurer une réception physique des usagers satisfaisante.

Nous avons pris l'exemple d'un usager habitant Quimperlé (115 kilomètres et 1 H 30 de trajet jusqu'à Brest)...

Après une suspension de séance, et sensible aux arguments soulevés par Solidaires Finances Publiques, Mme Brigant propose de transférer les 6 emplois des SIP fonciers (Carhaix, Châteaulin, Quimperlé, Douarnenez) à Quimper au lieu de Brest.

Mme Brigant indique que le siège du SDIF sera comme prévu basé à Brest, et que le PELP y sera transféré.

Contre : CGT et FO

Abstention : **Solidaires Finances Publiques**, CFDT

Explication du vote : **Solidaires Finances Publiques** a rappelé son opposition à toute restructuration et/ou concentration de services.

Solidaires Finances Publiques a également indiqué à Mme Brigant que notre Organisation Syndicale réclame la création de cellules foncières rattachées aux SIP (comme c'est le cas pour les cellules de recouvrement).

Les élu-es de **Solidaires Finances Publiques** se sont abstenus car le maintien d'une cellule traitant les locaux d'habitation des particuliers sur Quimper est, malgré tout, une petite avancée dans la réorganisation de la mission foncière, et pour les agents du sud souhaitant suivre la mission.

3 / Tableau de bord de veille sociale et observatoire interne 2017

Solidaires Finances Publiques estime que l'étude de ces 2 rapports met en lumière toutes les difficultés rencontrées par les agents dans l'exercice au quotidien de leurs missions, ainsi que le manque de visibilité sur leur devenir.

Solidaires Finances Publiques estime que les suppressions d'emplois, fermetures de services, et autres restructurations, doivent cesser de toute urgence aux Finances Publiques afin de garantir aux agents des conditions de travail juste décentes.

4/ DUERP 2017 et PAP 2018

Solidaires Finances Publiques s'étonne qu'aucune ligne du Document Unique et du Programme Annuel de Prévention ne soit classée en A ?

Mme Brigant indique que la cotation a été revue (à la baisse) par la Centrale...

Solidaires Finances Publiques a demandé à Mme Brigant de nous indiquer, **concrètement**, quelles mesures ont été prises afin de faire cesser les risques psycho-sociaux et organisationnels ?

En effet, **Solidaires Finances Publiques** ne peut se satisfaire des réponses bateau telles que dialogue social, renforcement des actions de soutien (chefs de service, Direction), formations CHSCT, médecin de prévention....

Pas de réponse de la Direction bien entendu....

Solidaires Finances Publiques estime que le Programme Annuel de Prévention ne propose que des solutions individuelles à la détérioration des conditions de travail des agents.

Solidaires Finances Publiques réclame une véritable réflexion sur l'organisation du travail (charges de travail / emplois) aux Finances Publiques, et un Programme Annuel de Prévention qui proposerait des solutions collectives d'amélioration des conditions de vie au travail.

5/ Questions diverses

Enveloppe du Médecin de Prévention

Solidaires Finances Publiques indique que l'enveloppe allouée au médecin de prévention par le CHSCT (38 000 € en 2018) augmente au fil des ans. Nous estimons que cela est dû à la progression de l'âge moyen des agents du département, qui engendre des pathologies plus lourdes devant être prises en charge. Par contre, **Solidaires Finances Publiques** estime que l'Administration est responsable de cette prise en charge, et ne doit pas se décharger sur le budget alloué au médecin de prévention.

Amiante au CFP de Châteaulin, Brest Chateaubriand et Brest Cité Administrative

Solidaires Finances Publiques interroge la Direction sur la présence d'amiante au CFP de Châteaulin, ainsi qu'à Brest Chateaubriand et Brest Cité Administrative.

Solidaires Finances Publiques a appris que le bureau SPIB préconise le retrait (préventif) de dalles au CFP de Châteaulin. Cela risque d'impacter fortement les agents lors des travaux.

M. Haumont nous apprend qu'une société de désamiantage doit intervenir afin de déterminer les travaux à réaliser, leur durée, et les mesures à

prendre. Pas plus d'informations pour l'instant.

Les travaux concernant Brest Chateaubriand, après accord de la cellule immobilière de Nantes, seront réalisés en 2019.

La Cité Administrative de Brest est un chantier bien plus conséquent. Cela va être discuté au niveau national dans le cadre d'un plan de réhabilitation des cités administratives. Pas plus d'informations.

Ascenseur handicapé au CFP de Châteaulin

Une Organisation Syndicale indique un dysfonctionnement de l'ascenseur extérieur accessible aux personnes handicapées. Il n'a jamais bien fonctionné.

Mme Brigant indique que ces ascenseurs ne fonctionnent généralement pas bien. L'installation d'une rampe est envisagée.

Solidaires Finances Publiques indique à Mme Brigant qu'il y avait une rampe d'accessibilité au CFP de Châteaulin, détruite pour laisser la place à un ascenseur défectueux... Bel exemple d'argent public gaspillé.

Luminosité de la cage d'escalier du CFP de Châteaulin

Afin d'éviter tout risque de chute, **Solidaires Finances Publiques** demande à la Direction d'installer des lumières avec détecteur de présence dans la cage d'escalier du CFP de Châteaulin.

Mme Brigant répond favorablement à notre demande.

Nettoyage complet de Quimper Braden + révision des VMC de l'ensemble des sites de la DDFiP du Finistère

Solidaires Finances Publiques demande si le nettoyage complet de Quimper Braden a été effectué ? Nous jugeons nécessaire, également, la révision rapide de l'ensemble des VMC des sites de la DDFiP du Finistère.

Mme Brigant indique que des prestations de ménage supplémentaires ont été faites au Braden suite aux dysfonctionnements de cet été.

La situation semble aujourd'hui est correcte.

Concernant les VMC, Mme Brigant est consciente de la nécessité de cette révision, mais renvoie l'examen de cette demande au CHSCT du 28 février 2019.

Formation prévention des risques terroristes

Solidaires Finances Publiques interroge Mme Brigant sur la présentation au CTL de la mise en place d'une formation DGFIP sur la prévention des risques terroristes.

Mme Blavec, assistante de prévention, indique que la discussion a eu lieu au dernier CHSCT et, qu'effectivement, cette formation va être présentée lors d'un CTL avant sa mise en place.

Journée de solidarité

Solidaires Finances Publiques questionne Mme Brigant sur la journée de Solidarité.

En effet, depuis 15 ans, et suite à l'événement climatique d'août 2003, une journée de solidarité envers les personnes âgées a été mise en place (un jour d'ARTT prélevé tous les ans et reversé à un fond).

Solidaires Finances Publiques souhaite obtenir des informations sur la somme collectée chaque année aux Finances Publiques dans le cadre de cette journée de Solidarité. De même, quelles actions sont financées avec l'argent ainsi récolté ?

Mme Brigant indique que des recherches vont être effectuées et une réponse sera apportée aux élus.

Local syndical Brest Duquesne

Une Organisation Syndicale demande un local syndical correct au CFP de Brest Duquesne.

Solidaires Finances Publiques rejoint cette demande, le local étant vraiment exigu.

M. Haumont va se charger de ce point.

Futur réseau DGFIP

Solidaires Finances Publiques demande à Mme Brigant de faire un point sur le futur réseau de la DGFIP lors de ce CTL, soulignant le côté anxiogène de cette non communication vis-à-vis des agents.

Mme Brigant estime cette demande prématurée, mais promet d'organiser des réunions informelles pour mieux communiquer sur le sujet.

EDR

Une Organisation Syndicale fait état des difficultés rencontrées par la cellule recouvrement

du SIP de Douarnenez et demande si l'EDR va être maintenu ? **Solidaires Finances Publiques** avait déjà soulevé ce point lors d'un précédent CTL.

Mme Brigant indique qu'il n'est pas envisagé de mettre fin à la mission de l'EDR à la cellule recouvrement de Douarnenez.

Prime de 200 €

Une Organisation Syndicale souhaite obtenir des précisions sur le versement de la prime de 200 € (indiquant qu'elle devrait être versée à l'ensemble du personnel).

Solidaires Finances Publiques fait référence à la lettre ouverte envoyée sur ce sujet à Mme Brigant dans laquelle notre Organisation Syndicale demande le versement de la prime de 200 € à tous les agents, l'ouverture d'une négociation salariale, et un plan de promotions internes.

Mme Brigant nous indique que cette prime sera accordée à tous les agents qui ont participé directement aux opérations du prélèvement à la source et présents dans les services au 1er janvier 2019 (SIP, SIE, trésoreries mixtes, centres d'appels, Direction, correspondant PAS...).

Le recensement des agents concernés est réalisé par les chefs de service.

Une fois le recensement effectué, Mme Brigant fera remonter les infos au CRSH pour un versement de la prime avec la paye du mois de février.

6/ Dossier emplois - PLF 2019

Les élu-e-s de **Solidaires Finances Publiques** indiquent à Mme Brigant qu'ils ne souhaitent pas, par leur présence lors de l'examen du point relatif à l'annonce de 35 nouvelles suppressions d'emplois à la DDFIP du Finistère en 2019, **apporter une quelconque caution à la politique destructrice menée à marche forcée par le pouvoir politique, la Direction Générale, et la Direction Départementale des Finances Publiques du Finistère.**

Les élu-e-s de Solidaires Finances Publiques n'ont pas pris part à ce point, et ont quitté la salle, suivi en cela par la CGT et la CFDT.